

24 July 2013, 16 h 30  
REGULATED INFORMATION

**PRESS RELEASE**

**Transparency notification**

---

The Company ROSIER SA received on 28 June 2013 from Elf Aquitaine, having its registered office at La Défense 6, 2 Place Jean Miller, 92400 Courbevoie, France, a transparency notification filed with the FSMA, in order to reflect the downward crossing of the lowest threshold of 2%.

*Daniel Richir*

CEO Rosier Group

---

**ROSIER SA**

Route de Grandmetz 11a – B-7911 Moustier (Hainaut)  
Infos financières : Tél. : +32 69 87 15 30 – Fax : +32 69 87 17 09  
E-mail : [info@rosier.eu](mailto:info@rosier.eu)  
[www.rosier.eu](http://www.rosier.eu)

Page 1 sur 1

# FORMULAIRE TR-1 BE

## PART I

### 1) Statut de la notification

Définitive
------------

### 2) Emetteur

Nom	ROSIER
Numéro d'identification	0401-256-237

### 3) Motif de la notification

Franchissement vers le bas du seuil minimum
---

+

### 4) Notification par

Une entreprise mère ou une personne détenant le contrôle
--

+

### 5) Personne(s) tenue(s) à notification

Nom (& forme juridique pour les personnes morales)	Adresse (pour les personnes morales)
Total (société anonyme de droit français)	La Défense 6, 2 Place Jean Millier, 92400 Courbevoie, France
Elf Aquitaine (société anonyme de droit français)	La Défense 6, 2 Place Jean Millier, 92400 Courbevoie, France

-  
+

### 6) Cédant(s) des droits de vote (A remplir uniquement lorsque l'article 7 de la loi du 2 mai 2007 est d'application)

Nom (& forme juridique pour les personnes morales)	Adresse (pour les personnes morales)

+

Veuillez compléter "part II" pour les coordonnées des personnes visées aux points 5 et 6

**Cliquez**

### 7) Date de dépassement de seuil

28/06/2013	(DD/MM/YYYY)
------------	--------------

### 8) Seuil franchi (en %)

2
---

Si la participation est tombée en dessous du seuil minimum, il vous est loisible de ne pas donner de données chiffrées au point 10

### 9) Dénominateur

255.000
---------

Veuillez compléter le dénominateur avant d'introduire les détails

## 10) Détails de la notification

A) Droits de vote	Notification précédente	Après la transaction			
		# droits de vote	# droits de vote	% de droits de vote	
Détenteurs de droits de vote		Attachés à des titres	<u>Non liés à des titres</u>	Attachés à des titres	<u>Non liés à des titres</u>
Total					
Elf Aquitaine					
Sous total					
<b>TOTAL</b>					

**Commencer d'abord par les "groupes" de détenteurs.**  
Ajouter les sous-totaux puis terminer par les détenteurs seuls  
Les totaux , les "sous-totaux" et les % seront mis à jour après avoir utilisé la touche <CALCULER> ci dessous



B) Instruments financiers assimilés	Après la transaction				
	Détenteurs d'instruments financiers assimilés	Type d'instrument financier	Date d'échéance	Date ou délai d'exercice ou de conversion	# droits de vote pouvant être acquis en cas d'exercice de l'instrument
<b>TOTAL</b>	(par rapport à toutes les dates d'échéance)				

[Les totaux ne seront mis à jour qu'après avoir utilisé la touche <CALCULER> ci dessous](#)



<b>TOTAL (Droits de vote &amp; Instruments financiers assimilés)</b>		# de droits de vote	% de droits de vote
<b>CALCULER</b>			

## 11) Chaîne des entreprises contrôlées par l'intermédiaire desquelles la participation est effectivement détenue (le cas échéant)

Veuillez décrire ici ou joindre le schéma en annexe à votre envoi

Total S.A. contrôle directement Elf Aquitaine S.A.
--

## 12) En cas de droits de vote détenus suite à une procuration en vue d'une seule AG

Détenteur   cessera de détenir/détiendra à nouveau 0 droits de vote à partir du  



### 13) Information supplémentaire

A) Obligations convertibles et droits à la souscription de titres conférant le droit de vote non encore émis détenus					
Détenteur	Type d'instrument financier	Date d'échéance (DD/MM/YYYY)	Date ou délai d'exercice ou de conversion	Nombre	# droits de vote pouvant être acquis en cas d'exercice ou de conversion de l'instrument

+

B) Actions sans droit de vote	
Détenteur	Nombre

+

C) Remarques

Fait à

Bruxelles

Le

28/06/2013 (DD/MM/YYYY)

Nom & qualité

Nathalie Brunelle, SVP Strategy, Development,  
Research / Refining & Chemicals Elf Aquitaine

Signature

+

# FORMULAIRE TR-1 BE

## PART II

### Personnes soumises à notification

<u>Nom (et forme juridique pour les personnes morales)</u>	<u>Adresse (siège social pour les personnes morales)</u>	<u>téléphone</u>	<u>email</u>	<u>personne de contact (pour les personnes morales)</u>
Total (société anonyme de droit fr	La Défense 6, 2 Place Jean Millier, 92400 Courbevoie, France	33147444982	didier.penot@total.com	Didier Penot
Elf Aquitaine (société anonyme de	La Défense 6, 2 Place Jean Millier, 92400 Courbevoie, France	33147444982	didier.penot@total.com	Didier Penot

### Mandataire

<u>Nom (et forme juridique pour les personnes morales)</u>	<u>Adresse (siège social pour les personnes morales)</u>	<u>téléphone</u>	<u>email</u>	<u>personne de contact (pour les personnes morales)</u>

### Données de facturation

<u>Nom (et forme juridique pour les personnes morales)</u>	<u>Adresse (siège social pour les personnes morales)</u>	<u>téléphone</u>	<u>email</u>	<u>personne de contact (pour les personnes morales)</u>
Elf Aquitaine (société anonyme de	La Défense 6, 2 Place Jean Millier, 92400 Courbevoie, France	33147444982	didier.penot@total.com	Didier Penot

Les données à caractère personnel transmises par le biais du présent formulaire seront traitées, conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, par la FSMA, sise rue du Congrès 12-14, à 1000 Bruxelles.  
La FSMA traite ces données dans le but de contrôler le respect du titre II de la loi du 2 mai 2007 et de ses arrêtés d'exécution.  
Les données traitées pourront éventuellement être transmises à des tiers dans les conditions prévues aux articles 74 et 75 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.  
Pour autant que les données traitées ne soient pas couvertes par le secret professionnel de la FSMA, les personnes physiques dont les données sont traitées disposent d'un droit d'accès et de rectification de ces données conformément aux articles 10 et 12 de la loi du 8 décembre 1992 susmentionnée.